

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 07/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFETY KLEEN FRANCE

Rue Roland Duru - ZA du Parc
Bâtiment A cellule 1
76770 Malaunay

Références : 2025.12.T.753
Code AIOT : 0005805052

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement SAFETY KLEEN FRANCE implanté Rue Roland Duru - ZA du Parc Bâtiment A - cellule 1 - 76770 Malaunay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite d'inspection du 04/04/2023 sur le site de la société Safety Kleen, sise Rue Roland Duru - ZA du Parc à Malaunay (76770), l'inspection avait mis en évidence 2 non conformités réglementaires.

La société Safety Kleen a ainsi été mise en demeure par arrêté préfectoral du 2 juin 2023, de respecter les prescriptions des articles 26bis et 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en installant un dispositif permettant de confiner l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie; et en procédant à la vérification du système de désenfumage.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du récolement de cette mise en demeure mais également dans le cadre de l'instruction du porter-à-connaissance du 29 novembre 2024, afin de disposer d'un arrêté préfectoral permettant de réglementer les dispositions d'aménagement et d'exploitation pour prévenir les dangers et inconvénients des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFETY KLEEN FRANCE
- Rue Roland Duru - ZA du Parc Bâtiment A - cellule 1 - 76770 Malaunay
- Code AIOT : 0005805052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis la parution du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 (création de la rubrique n° 2718), l'installation est désormais soumise à autorisation au titre de la rubrique n° 2718-1 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, la quantité de déchets susceptibles d'être présente dans les installations étant supérieure ou égale à 1 tonne.

Le site bénéficie donc de l'antériorité pour cette activité sans disposer d'un arrêté préfectoral pour la réglementer.

L'exploitant est ainsi autorisé à stocker dans son entrepôt (de 320 m²) des produits lessiviels (eau + savon), solvants et diluants, qu'il met à disposition de ses clients pour le nettoyage de pièces mécaniques. Il stocke également les déchets de récupération de ces produits usagés qui sont ensuite expédiés toutes les deux semaines vers sa plateforme de regroupement basée à Coignières (78) pour être éliminés et traités (incinération pour les produits lessiviels usagés et récupération ou régénération des solvants pour les autres produits usagés).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 11/12/2025, article L.511-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Incendie	AP de Mise en Demeure du 02/06/2023, article 1er	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Suite de la visite du 26/11/2019	Autre du 23/12/2019, article observation n°2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Suite de la visite du 26/11/2019	Autre du 23/12/2019, article Ecart n°4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Système de désenfumage	AP de Mise en Demeure du 02/06/2023, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 juin 2023 en procédant à la vérification du système de désenfumage et en installant un dispositif permettant de confiner les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Toutefois la capacité de la rétention (76 m³) ne permet pas à ce jour de confiner l'ensemble des eaux d'extinction (133 m³).

Aussi, considérant que le volume de stockage dans le bâtiment est surestimé (10 m³ plutôt que 55 m³) et que l'exploitant déclare vouloir modifier sa rétention pour l'étendre à l'ensemble du bâtiment et rehausser la barrière de rétention, l'inspection ne propose pas à ce stade de suite administrative dans l'attente des actions correctives complémentaires sur ce point.

L'inspection pourra proposer la levée de la mise en demeure dès la réception du nouveau calcul du volume de la rétention de confinement des eaux d'extinctions d'incendie, accompagné des actions correctives envisagées ou mises en place afin de contenir le volume total ainsi calculé.

Concernant l'instruction du porter-à-connaissance, il est attendu de la part de l'exploitant une mesure de bruit, la justification de l'absence de propagation d'un feu vers le bâtiment mitoyen (mise en place éventuelle d'actions correctives afin de prévenir toute propagation d'un incendie). Ensuite, l'inspection pourra proposer un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin de réglementer les dispositions d'aménagement et d'exploitation pour prévenir les dangers et inconvénients des installations du site.

Enfin, il est attendu des améliorations quant à l'exploitation du site (espace à laisser libre entre le bardage du bâtiment et le muret de rétention) et au suivi des contrôles périodiques (lever l'observation sur l'éclairage de sécurité et le déplacement du détecteur de flamme mal positionné).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/12/2025, article L.511-1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance du 29/11/2024
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Les dispositions du présent titre sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles L. 100-2 et L. 311-1 du code minier.
Constats : Les installations assurent pour le compte de la société SafetyKleen, le regroupement et le stockage temporaire de produits (lessiviel, solvant et diluant) mis à disposition de ses clients. Les produits sont utilisés dans les fontaines de dégraissage mises à disposition auprès des industriels. L'exploitant a transmis un porter à connaissance en date du 29 novembre 2024 , afin de réglementer les dispositions d'aménagement et d'exploitation pour prévenir les dangers et inconvénients des installations du site. L'exploitant présente son état du stock du jour qui confirme que l'activité de transit et regroupement des déchets dangereux (de diluant, solvant et lessiviel usagés) relève de la rubrique n°2718 de la nomenclature des installations classées soumise au régime de l'autorisation . L'activité de stockage de solvant n'est pas classée au titre de la rubrique n°1436 de la nomenclature des installations classées, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure au seuil de la déclaration fixée à 100 tonnes. L'activité de stockage de liquides inflammables de catégorie 2 (diluant) n'est pas classée au titre de la rubrique n°4331 de la nomenclature des installations classées, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure au seuil de la déclaration fixée à 50 tonnes. Les différentes thématiques sont ensuite passées en revue : <ul style="list-style-type: none">- les eaux usées : elles sont uniquement sanitaires avec rejet dans le réseau assainissement collectif. L'exploitant indique utiliser une laveuse automatique dont les déchets sont stockés dans des fûts de 1 m³ avant d'être évacués vers son site de Coignières pour traitement.- les eaux pluviales non souillées de toiture, elles sont rejetées directement dans le réseau d'eaux pluviales collectif ;- la mesure de bruit : l'exploitant n'a pas réalisé de mesure de bruit pour ce site, justifiant d'une étude de bruit sur un site similaire (dans le 14) dont les résultats étaient conformes ;- les codes Déchets : les codes identifiés sont les 12 03 01 * (lessiviel usagé) ; 15 01 10 * (emballages souillés) ; 20 01 13 * (solvant et diluant usagés). Les contenants de solvants et diluants (propres et usagés) ne sont ni ouverts, ni reconditionnés sur place. Ils ne font que transiter et arrivent directement des clients dans leur emballage. Les déchets sont évacués vers le site de Safetykleen France

<p>de Coignières qui réalise le reconditionnement pour valorisation, recyclage et traitement. Les quantités annuelles en tonnes (chiffres issus des années de 2021 à 2023) sont au maximum de 298 t pour le lessiviel, de 20 t pour le solvant et de 18 t pour le diluant.</p> <p>- l'étude de dangers : une étude sur le risque foudre a été réalisée en octobre 2023 conduisant à la pose d'un parafoudre sur le bâtiment le 14 janvier 2025. Le bâtiment est mitoyen d'un seul coté avec une entreprise de matériel de protection contre l'incendie. Toutefois, aucune modélisation des flux thermiques n'a été effectuée en cas d'incendie du bâtiment même si les liquides inflammables sont confinés dans une armoire coupe feu de degré 2 heures, notamment pour s'assurer de la non propagation d'un feu. L'avis du SDIS 76 n'a pas été sollicité. L'inspection constate la présence d'un poteau incendie situé à environ 50 m du site et délivrant un débit de 60 m³/h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n°1 : l'exploitant doit au plus tard sous un délai de 2 mois effectuer une mesure de bruit dont le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné, le cas échéant des mesures correctives envisagées ou mises en place en cas de non-conformité.</p> <p>Demande n° 2 : l'exploitant doit au plus tard sous un délai de 2 mois justifier à l'inspection de l'absence de propagation d'un feu avec le bâtiment mitoyen, par exemple à l'aide d'une modélisation des flux thermiques, ou en justifiant du caractère coupe-feu du mur de séparation. Dans le cas contraire, l'exploitant doit transmettre les actions correctives envisagées ou mises en place afin de prévenir toute propagation d'un incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Système de désenfumage

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/06/2023, article 1er</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du dispositif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé au plus tard dans un délai de 1 mois. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant réalise la vérification de son système de désenfumage afin de s'assurer que le système est opérationnel en toute circonstance. Le rapport de vérification est transmis à l'inspection accompagné le cas échéant des mesures correctives en cas de non-conformité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le dispositif de désenfumage a été remis en état et que le dernier contrôle du 27 juin 2025 par un organisme spécialisé conclut sur le bon fonctionnement des systèmes de désenfumage naturel (2 ouvrants et 1 commande pneumatique).</p> <p>Relevé de décision : l'inspection peut désormais proposer la levée de la mise en demeure du 2 juin 2023 sur ce point à monsieur le Préfet de Seine-Maritime.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/06/2023, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie.
Prescription contrôlée : l'article 26bis à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé au plus tard dans un délai de 6 mois. Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant installe un dispositif permettant de confiner les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie
Constats : L'inspection constate la présence d'une barrière de rétention au niveau de l'escalier d'accès au bureau ainsi qu'un muret de 40 cm environ entourant une surface de 190 m ² du bâtiment (de 250 m ²) rejoignant la barrière. L'exploitant précise que la barrière est systématiquement fermée en dehors des heures d'ouverture du site mais aussi en l'absence des agents du site pendant les heures d'exploitation du site. Le volume de rétention disponible est ainsi de 76 m ³ , mais il n'est pas suffisamment dimensionné pour retenir les eaux d'extinctions en cas d'incendie du bâtiment dont le calcul (cf le dossier de PAC) est de 133 m ³ . L'inspection constate que le site est quasi saturé en matière de stockage de lessiviels (liquides non inflammables) avec un état du stock du jour à environ 5350 litres pour une capacité maximale de stock de liquides (lessiviel) du site estimé à 55 m ³ (55 000 litres) dans le porter à connaissance. L'exploitant confirme qu'il ne pourra jamais atteindre ce volume de stockage mais plutôt 10 m ³ . L'exploitant propose de revoir le calcul du volume de la rétention en reprenant notamment la capacité maximale de stockage de lessiviels, d'étendre la rétention à la totalité du bâtiment de 250 m ² , et rehausser la barrière et le muret à 50 cm au lieu de 40 cm ce qui permettrait un volume de rétention de 125 m ³ . L'inspection constate également la présence d'une armoire coupe feu de degré 2 heures afin d'y stocker tous les liquides inflammables (diluants et solvants propres et usagés) pour une capacité maximale de 9000 litres, avec une rétention de 4500 litres (50% du volume car stockage en petits contenants). L'armoire est équipée d'un dispositif de ventilation ATEX avec extraction en extérieur. Seuls les produits lessiviels propres et usagés (liquides non inflammables) sont stockés en dehors de l'armoire dans la rétention. Enfin, l'inspection constate la présence de bidons, fûts vides de solvant et/ou diluant, de matériel sur ou entre le muret de la rétention et le bardage du bâtiment. Relevé de décision : L'inspection proposera de lever ce point de la mise en demeure à réception du nouveau calcul du volume de rétention D9A accompagné des éventuelles actions correctives complémentaires permettant de confiner la totalité des eaux d'extinction d'un incendie du bâtiment.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 3 : L'exploitant doit au plus tard sous un délai d'1 mois reprendre le calcul du volume de la rétention de confinement des eaux d'extinctions d'incendie du site qu'il transmettra à l'ins-

pection, accompagné des actions correctives envisagées ou mises en place afin de contenir le volume total ainsi calculé.

Demande n° 4 : L'exploitant doit **au plus tard sous un délai de 15 jours** laisser libre l'espace entre le bardage du bâtiment et le muret de rétention et ne rien y entreposer (bidons, fûts vides de solvant et/ou diluant ou autre matériel).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Suite de la visite du 26/11/2019

Référence réglementaire : Autre du 23/12/2019, article observation n°2

Thème(s) : Situation administrative, Vérification périodique des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 04/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 03/06/2023

Prescription contrôlée :

Transmettre à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques du 02/10/19, accompagné éventuellement d'un échéancier d'intervention pour les observations relevées

Constats :

L'inspection constate que les installations électriques sont vérifiées périodiquement, la dernière datant du 3 mars 2025 dont le rapport relève une observation sur le dysfonctionnement de l'éclairage de sécurité.

L'inspection note que les 2 observations (non susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion) relevées lors du contrôle du 6 mars 2023 ont été levées par l'exploitant.

L'inspection constate également que les extincteurs (9 dont 5 dans le bâtiment) ont été vérifiés le 15 mai 2025 et le dispositif de désenfumage le 27 juin 2025.

L'exploitant déclare installer prochainement en 2026 une caméra thermique ainsi qu'un boîtier extérieur avec une clé pour les pompiers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 5 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** lever l'observation relevée dans le rapport de vérification des installations électrique du 3 mars 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Suite de la visite du 26/11/2019

Référence réglementaire : Autre du 23/12/2019, article Ecart n°4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du système d'alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 03/06/2023
Prescription contrôlée : <p>remplacerez les batteries défectueuses du boîtier de l'alarme au plus tard sous un délai d'un mois. Le rapport de vérification du système d'alarme sera transmis à l'inspection</p>
Constats : <p>L'inspection constate que le système d'alarme a été vérifié le 26 décembre 2024 (contrat de maintenance jusque 2026 selon les dires de l'exploitant) concluant sur son bon fonctionnement avec la mise en place d'un report d'alarme sur téléphone portable. Toutefois, il est relevé que le détecteur de flamme est situé au mauvais endroit depuis la mise en place de l'armoire coupe feu et qu'il n'a pas pu être testé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Demande n° 6:</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois procéder au déplacement et au test du détecteur de flamme, dont le rapport de contrôle sera transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois